

PARIS, le 8 janvier 2010

GRIPPE A/H1N1 : QUE FAIT LA CONFERENCE NATIONALE DE SANTE ?

L'U.ME.SPE./C.S.M.F. s'étonne que, face au risque de santé publique posé par le virus de la grippe A, la Conférence Nationale de Santé ait été bien silencieuse, voire inaudible au cours de ces six derniers mois.

L'U.ME.SPE./C.S.M.F. souligne que, pour des raisons déontologiques et éthiques vis-à-vis des patients, elle a incité l'ensemble des médecins libéraux à conseiller à leurs patients la vaccination. Il s'agit d'une mesure de Santé Publique dont le bénéfice est indiscutable sur le plan sanitaire et qu'il ne souffre aucune contestation sur le plan médical.

L'U.ME.SPE./C.S.M.F., par contre, a vivement critiqué l'organisation technocratique et militaire des procédures de vaccination éloignant les Français des médecins traitants et des pédiatres qui les suivent au quotidien, auxquels ils font confiance, et dont la vaccination fait partie de leurs missions en tant que médecins de premier recours. Ceci a conduit à une pagaille organisationnelle, à de nombreuses incompréhensions et, surtout, à un gâchis financier.

L'U.ME.SPE./C.S.M.F. s'étonne que la Conférence Nationale de Santé n'ait pas pris une position ferme vis-à-vis des technostructures ministérielles de la Santé et de l'Intérieur pour rappeler l'intérêt de la prise en charge de la population, au quotidien, par ceux qui sont qualifiés dans ce domaine. C'est une faillite encore plus importante de cette Conférence que l'échec de la politique gouvernementale dans ce domaine.

L'U.ME.SPE./C.S.M.F. souligne, qu'en définitive, la disparition de la démocratie sanitaire est la grande victime de cette campagne désorganisée et coûteuse face à une épidémie qui, heureusement, n'a entraîné, à ce jour, le décès que d'une centaine de patients.

L'U.ME.SPE./C.S.M.F. demande que le Président de la Conférence Nationale de Santé tire les conséquences de son échec qui est encore plus patent que celui de la Ministre de la Santé, Madame Roselyne BACHELOT-NARQUIN.